

Exercice 3: Politique budgétaire, l'expérience de la relance française des années 80

1^{ère} partie: équilibre de long terme initial

1.1- Résolution directe

A long terme les salaires, les prix et le taux d'intérêt se fixent aux niveaux désirés par les agents.

Le système régissant l'équilibre de long terme s'écrit par conséquent:

$$\text{(IS): } Y = 0.5Y + \frac{1}{10R} + G$$

$$\text{(LM): } \frac{\bar{M}}{P} = 0.5Y + \frac{1}{10R}$$

$$\text{(1) } N = \frac{Y^2}{3}$$

$$\text{(2) } P = WY$$

$$\text{(3) } W = \frac{5P}{18}$$

Des équations (2) et (3) il vient immédiatement:

$$Y = \left(\frac{P}{W}\right) = \frac{18}{5} = 3.6$$

D'où :

$$N = \frac{Y^2}{3} = \frac{18 * 18}{5 * 5 * 3} = \frac{108}{25} = 4.32$$

En remplaçant, dans (IS), Y par sa valeur, on obtient:

$$\frac{1}{10R} = 0.5Y - \frac{4}{15} = \frac{23}{15}$$

$$R = \frac{15}{230} = \frac{3}{46} \approx 6.5\%$$

L'équation (LM) fixe alors P :

$$\frac{3}{P} = 0.5Y + \frac{1}{10R} = \frac{50}{15} = \frac{10}{3}$$

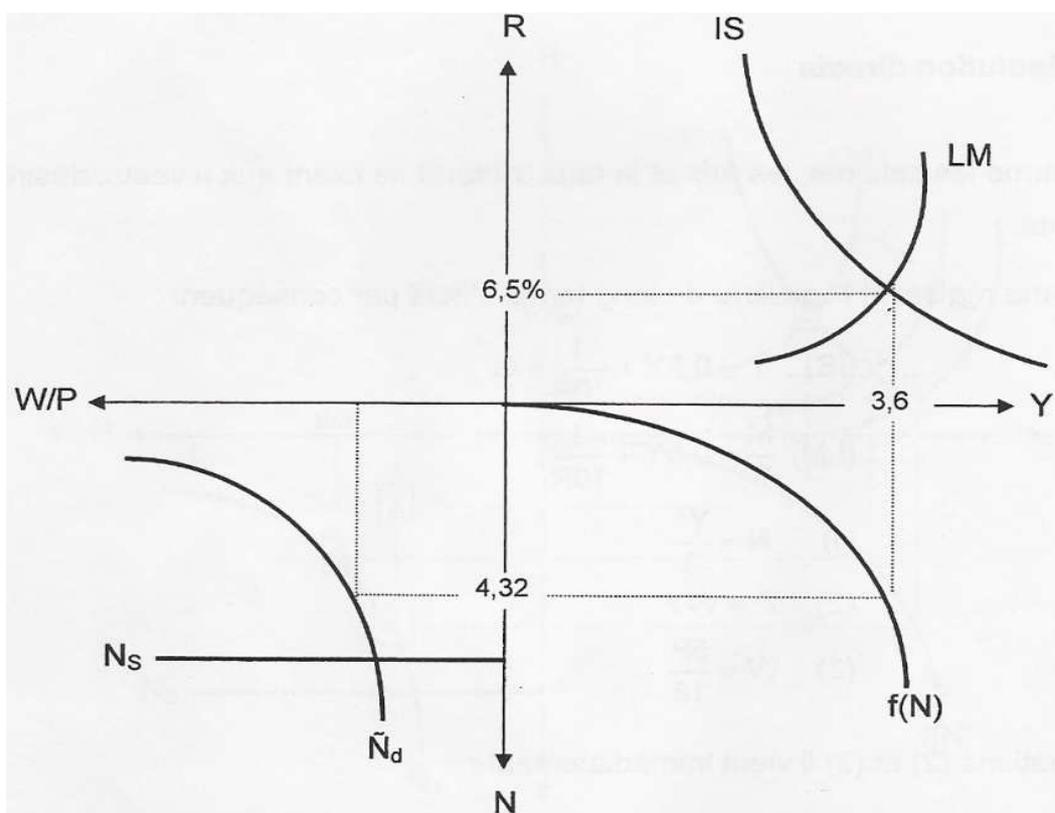
$$P = \frac{9}{10} = 0.9$$

Exercice 3 : Politique budgétaire, l'expérience de la relance française des années 80

tandis que la connaissance du salaire réel ($\frac{W}{P} = \frac{5}{18}$) conduit à celle du salaire nominal:

$$W = \frac{45}{180} = \frac{1}{4}$$

Cette situation est représentée sur le graphique suivant:



1.2- Résolution indirecte

Une manière, alternative et éclairante, de résoudre ce système consiste à calculer les fonctions de quasi-demande et de quasi-offre.

En éliminant R entre les équations **(IS)** et **(LM)** on obtient la quasi-demande:

$$Y^D = \frac{\bar{M}}{P} + G = \frac{3}{P} + \frac{4}{15}$$

En utilisant les relations **(6)** et **(7)** on détermine, symétriquement, l'offre de long terme:

Exercice 3 : Politique budgétaire, l'expérience de la relance française des années 80

$$Y^S = \frac{18}{5}$$

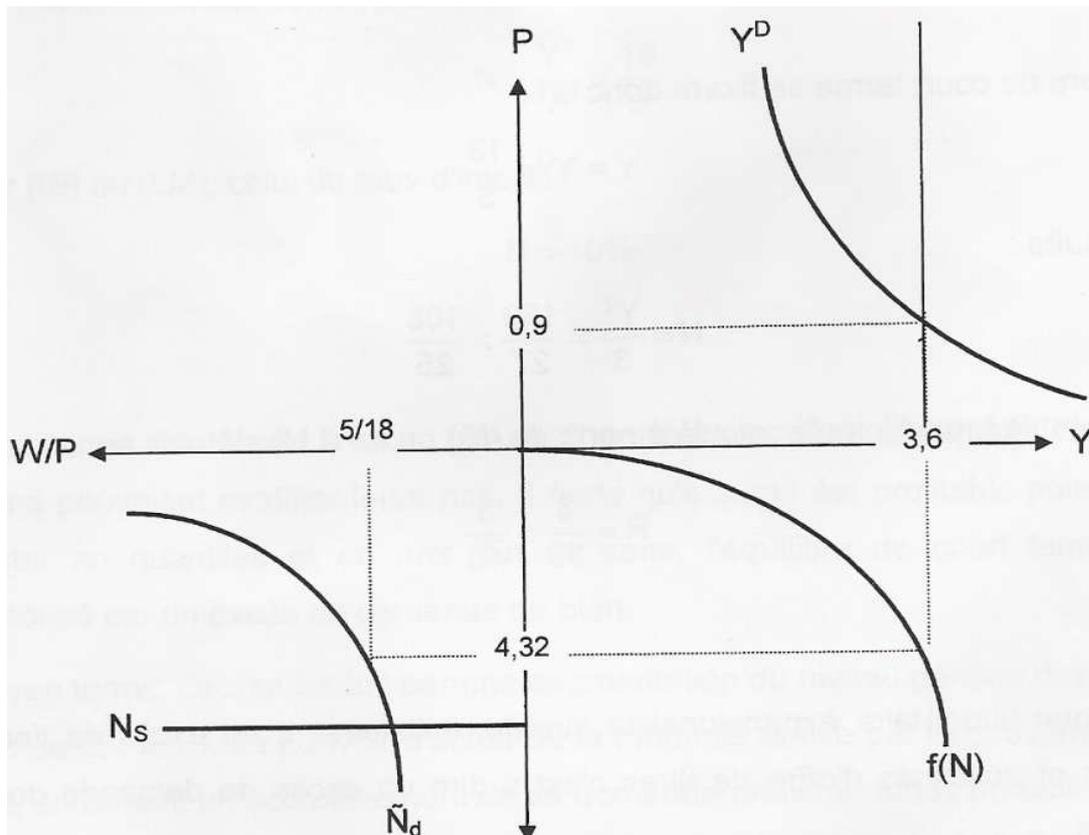
Cette offre fixe donc, à elle-seule, le niveau de production, et, par suite le niveau d'emploi.

Le niveau général des prix est quant à lui donné par l'égalité de l'offre et de la quasi-demande soit:

$$Y^S = \frac{18}{5} = \frac{54}{15} = Y^D = \frac{3}{P} + \frac{4}{15}$$

$$P = \frac{45}{50} = \frac{9}{10}$$

On en déduit, comme précédemment, le niveau des salaires nominaux, $W = \frac{5P}{18}$, et, par **(IS)** ou **(LM)** celui du taux intérêt.



Exercice 3 : Politique budgétaire, l'expérience de la relance française des années 80

2^{ème} partie: politique budgétaire expansionniste

2.1- Impact à court terme

- 1) Lorsque les salaires et prix restent rigidelement fixés à leurs valeurs initiales la quasi-demande se fixe en :

$$Y^D = \frac{30}{9} + 1 = \frac{13}{3} > \frac{18}{5}$$

Elle est supérieure à l'offre des firmes, mais il est possible de vérifier que celles-ci ont néanmoins intérêt à satisfaire ce supplément inattendu, puisque leur production maximale (celle pour laquelle $\rho = 0$) est égale à $5.4 = \frac{16.2}{3}$.

On pourrait ainsi montrer que leur profit passe de : $\frac{216}{100}$ à $\frac{252.2}{108}$.

L'équilibre de court terme se fixera donc en :

$$Y = Y^D = \frac{13}{3}$$

et, par suite:

$$N = \frac{Y^2}{3} = \frac{169}{27} > \frac{108}{25}$$

Finalement le taux d'intérêt calculé à partir de **(IS)** ou de **(LM)** s'établit en :

$$R = \frac{3}{35} > \frac{3}{46}$$

- 2) La politique budgétaire expansionniste suscite, initialement, un excès de demande de biens et un excès d'offre de titres, c'est à dire un excès de demande de fonds prêtables.

Dans la mesure où les firmes ont intérêt à satisfaire la demande, l'excès de demande de biens se résout en augmentation de la production et de l'emploi. L'excès de demande de fonds prêtables se traduit, quant à lui, par une élévation du taux d'intérêt qui est à l'origine d'une réduction de l'investissement privé. On vérifie, ici, que cet "effet d'éviction" n'est, comme dans le cas général, pas d'une ampleur suffisante pour bloquer la relance.

2.2- Impact à moyen terme

Exercice 3: Politique budgétaire, l'expérience de la relance française des années 80

- 1) Dans ce nouveau contexte, le prix, P , s'ajuste de manière à équilibrer, au sens walrassien du terme le marché du bien. La production désirée par les firmes est alors égale à la quantité qu'elles peuvent écouler sur le marché, ce que traduit l'égalité de la quasi-offre et de la quasi-demande.

P est ainsi solution de :

$$Y^S = 4P = \frac{3}{P} + 1 = Y^D$$
$$P = 1 \text{ et } Y = 4$$

On en déduit le niveau de l'emploi:

$$N = \frac{Y^2}{3} = \frac{16}{3}$$

et, par **(IS)** ou **(LM)**, celui du taux d'intérêt:

$$R = 10\%$$

- 2) A court terme, les firmes avaient intérêt à satisfaire la demande quand bien même elles ne pouvaient modifier leurs prix. Il reste qu'il aurait été profitable pour elles de s'ajuster en quantités et en prix. En ce sens, l'équilibre de court terme restait caractérisé par un excès de demande de bien.

A moyen terme, ceci se traduit par une augmentation du niveau général des prix (qui passe de 0.9 à 1.). Le pouvoir d'achat de la monnaie émise par le gouvernement se réduit, entraînant un accroissement de sa demande réelle de fonds prêtables et donc du taux d'intérêt (R vaut $\frac{3}{35}$ contre $\frac{3}{46}$ précédemment).

A l'**effet d'éviction financière s'ajoute un effet d'éviction par les prix**, qui réduit davantage l'investissement et provoque un tassement de la production ($Y = \frac{12}{3}$ contre $\frac{13}{3}$ à court terme).

2.3- Impact à long terme

- 1) Il est légitime de considérer qu'à long terme salaires et prix, flexibles, s'ajustent de telle sorte que le salaire réel retrouve le niveau désiré par les partenaires sociaux: $\left(\frac{W}{P}\right)^* = \frac{5}{18}$.

Les conditions de rentabilité des firmes sont alors les mêmes qu'avant le choc de sorte que la production et l'emploi rejoignent leurs niveaux initiaux:

Exercice 3 : Politique budgétaire, l'expérience de la relance française des années 80

$$Y = \frac{18}{5} \text{ et } N = \frac{108}{25}.$$

La dépense publique étant, cependant, majorée, l'équilibre final se produit en un point tel que:

$$Y^S = \frac{18}{5} = \frac{3}{P} + 1 = Y^D$$

$$P = \frac{15}{13} > 0.9$$

tandis que le salaire nominal se fixe en :

$$W = \frac{5P}{18} = \frac{5 * 15}{18 * 13} = \frac{25}{6 * 13} = \frac{25}{78} > \frac{1}{4}$$

Dans le même temps, le taux d'intérêt calculé à partir de **(IS)** ou de **(LM)** s'établit en :

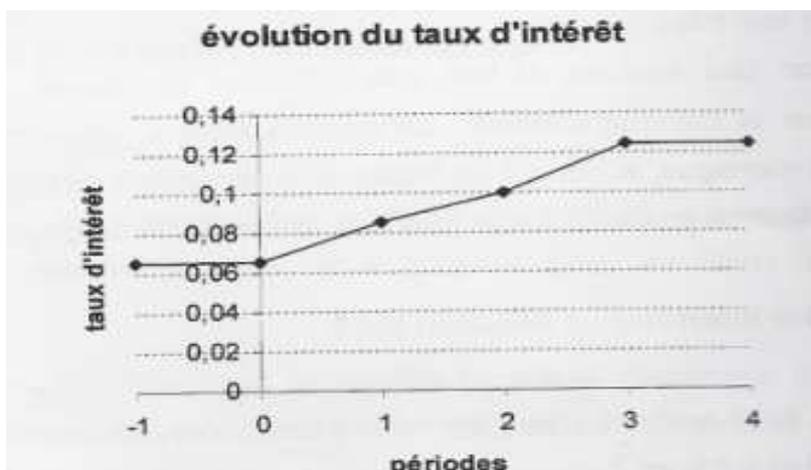
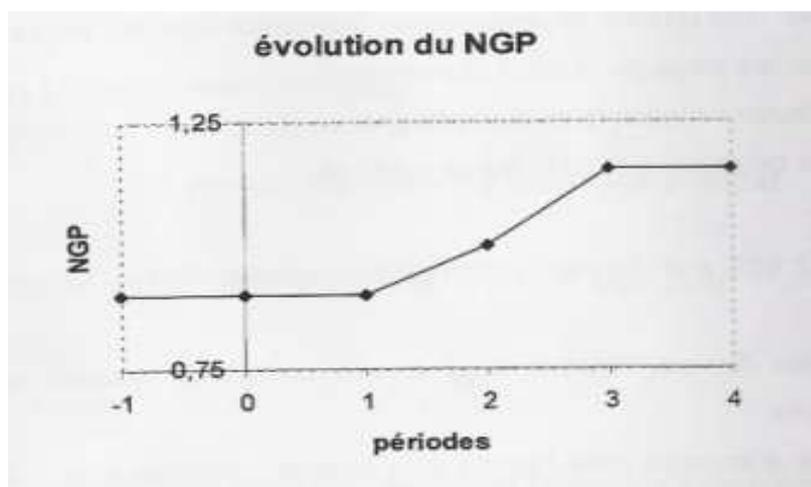
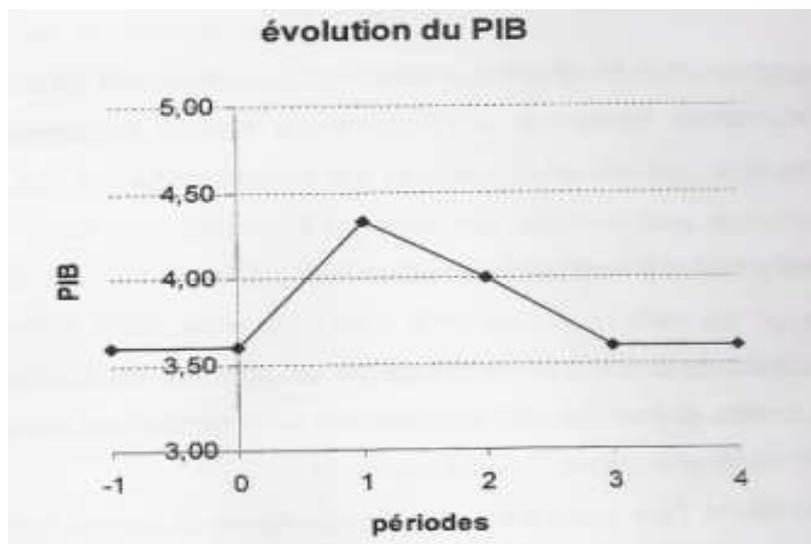
$$R = \frac{1}{8} = 12.5\%$$

- 2) A moyen terme, le salaire réel, érodé par la hausse des prix, était inférieur au niveau désiré par les partenaires sociaux. Ceci appelle, à plus long terme, un rattrapage, qui s'opère par la progression des salaires nominaux aussitôt répercutée par les prix. Ces derniers s'élèvent donc encore plus qu'à moyen terme ($P = \frac{15}{13}$ contre $P = 1$).

Parallèlement, le pouvoir d'achat de la monnaie émise par le gouvernement est à nouveau réduit. Ce qui suscite une nouvelle tension sur le marché du titre, et donc une nouvelle hausse du taux d'intérêt ($R = 12,5\%$).

Exercice 3 : Politique budgétaire, l'expérience de la relance française des années 80

2.4- Représentation graphique



Exercice 3 : Politique budgétaire, l'expérience de la relance française des années 80

3^{ème} partie: commentaire

Il est permis de penser que le modèle aurait rendu compte de plusieurs aspects de l'évolution de l'économie française si l'expérience n'avait rapidement buté sur la "contrainte extérieure".

■ La politique budgétaire soutient la production...

La politique budgétaire expansionniste (accroissement de la dépense publique) provoque un surcroît de demande de biens et de demande de fonds prêtables. La production et l'emploi progressent malgré la hausse du taux d'intérêt qui freine l'investissement.

Ces effets ne semblent pas contredits par l'expérience puisque l'on constate que, durant les années 1981/1982 la croissance française est en moyenne de 1,85% (contre 0,5 % pour les pays de l'Union Européenne).

Ils le semblent d'autant moins que, dans le même temps, la contribution de la FBCF (formation brute de capital fixe) à ces résultats est négative (-0,35% sur la période).

■ ...mais aurait dû voir son impact progressivement réduit...

Avec le temps, les firmes, faisant face à une demande accrue sont incitées à augmenter leurs prix.

A plus long terme s'engage une boucle prix-salaire orientée à la hausse visant à restaurer le salaire réel négocié. Cette augmentation des salaires et des prix réduisant le pouvoir d'achat de la monnaie émise par la Banque Centrale, on assiste alors à un accroissement de l'offre de titres aux ménages, et donc à un nouvel accroissement du taux d'intérêt.

Il semble pourtant que ce processus n'ait guère eu le temps de se développer.

■ ...si elle n'avait été interrompue dès Juin 1982.

En 1982, le déficit de la balance des transactions courantes, s'élève à 2,2% du PIB (contre 0,6% en 80 et 0,8% en 81). Ce déficit record reflète l'évolution des importations de biens intermédiaires (qui croissent avec la production) comme celle des biens de consommation (qui augmentent avec le revenu). Il est également lié à la détérioration de la compétitivité, due à la hausse des prix des biens domestiques.

Alimentant toutes les spéculations sur une nouvelle dévaluation du franc (à l'époque) et, par suite d'importantes fuites de capitaux, il appelle une réaction des autorités publiques. Dès le second semestre 1982, P.Mauroy et J.Delors décident ainsi de bloquer les prix et les salaires, puis, en Mars 1983, d'instaurer un plan de rigueur visant à freiner la demande globale afin de restaurer l'équilibre de la balance des paiements. La France avait sorti ainsi de la relance pour entrer dans l'ère de la "désinflation compétitive".